

Barakat dit ça suffit à la propagande médiatique !

✘ L'opposition à un 4e mandat pour le chef de l'État et l'exigence du départ du système sont consubstantiels à la liberté d'expression.

C'est dans cette optique que le mouvement Barakat a tenu, hier, deuxième jour de campagne électorale, un sit-in devant le siège de la télévision publique (ENTV) au 21, boulevard des Martyrs, à Alger. Une action symbolique qui se veut une dénonciation du parti pris des médias publics au profit du candidat Abdelaziz Bouteflika, auquel il dénie le droit de se porter candidat aux élections et, aussi, une manière de revendiquer la liberté d'expression. Dans ce sillage, les militants et sympathisants du mouvement Barakat ont dénoncé aussi d'autres canaux "de propagande". C'est dans ce sens que les manifestants ont crié leur colère contre ce qu'ils appellent "les âneries" de certaines chaînes de télévision, qu'ils ont accusées, par ailleurs, de propagande pour Bouteflika.

Le sit-in, qui a drainé des dizaines de personnes, s'est déroulé dans le calme, et ce, malgré une forte présence policière dès 9h, alors que l'action est programmée deux heures après. Il était à peine 11h lorsque les premiers militants de Barakat arrivent sur les lieux. Aussitôt le trottoir occupé par ces militants, la police les cantonne et ordonne aux journalistes de "libérer" la voie publique. Munis de pancartes sur lesquelles il est écrit "Où sont passés les 700 milliards de dollars", allusion au budget dépensé par le chef de l'État depuis 1999, "Halte à l'instrumentalisation de la télévision publique", "Halte aux mensonges et à la propagande médiatique"...

Tels étaient, entre autres, les slogans des manifestants. Au moment où ces premiers manifestants commençaient à former le noyau, un homme, la cinquantaine, invite les policiers "à surveiller plutôt ceux qui font du mal aux Algériens". Il se revendique des victimes de l'affaire Khalifa. M. Abed, puisque c'est de lui qu'il s'agit, a tenu à dénoncer "le mensonge" officiel dans le traitement de cette même affaire. "Sellal et Bouteflika nous ont promis de rembourser notre argent", a-t-il dit, avant d'ajouter : "Ce ne sont que des mensonges." Un autre a dénoncé le paiement de la redevance télévision, alors que "le service public est inexistant".

Quelques minutes après, d'autres militants de Barakat arrivent. Ils avaient tous les bouches bâillonnées d'un ruban en guise de dénonciation du musellement de la liberté d'expression. Sur leurs pancartes, ils ont inscrit leurs revendications : "La libération de l'ENTV et de la chaîne El-Atlas" ; "Pour le droit du citoyen à l'information"... Le sit-in, qui s'est déroulé dans le calme, n'a pas connu d'arrestations ou d'incidents. Il faut rappeler que depuis l'avant-dernière action de Barakat, la police a cessé les arrestations, alors que durant les premières manifestations, des dizaines, voire des centaines de personnes ont été embarquées manu militari par les policiers. C'est dire que les responsables ont accusé réception des différents messages venus d'autres capitales appelant au respect du droit de manifester en Algérie.

Trois quarts d'heure après, les manifestants se sont dispersés dans le calme. Ils ont informé qu'une conférence de presse sera tenue, samedi, pour rendre public leur programme d'action.